

**REUNION DU COMITE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE SUR LA
POLITIQUE ECONOMIQUE, LE TRAVAIL ET LES RESSOURCES NATIONALES
RABAT, MAROC, 9-10 JANVIER 2012**

L'Etat providence dans les Etats arabes –
L'alternative de l'Internationale Socialiste à l'irresponsabilité sociale

Original: anglais

L'Etat providence mondial est l'alternative de l'Internationale Socialiste à l'irresponsabilité sociale. L'Etat providence veut dire que l'Etat démocratique est responsable de l'intégration sociale de la société et de la sécurité sociale et de la protection de ses citoyens. L'Etat providence mondial veut dire qu'au niveau mondial la communauté des Etats et leurs institutions mondiales ont cette responsabilité commune.

C'est l'irresponsabilité sociale qui a renforcé les politiques néolibérales ainsi que des régimes autoritaires exploités - liés comme ils le sont à travers les marchés financiers incontrôlés.

Lors de son 23ème Congrès à Athènes en 2008, l'IS a inauguré la notion politique de l'Etat providence mondial pour servir de base à un ordre mondial sans exclusion sociale dans une résolution « Placer l'économie mondiale sur une nouvelle voie: pour une croissance et un développement au service de tous ». Lors de sa réunion de Conseil à Paris en novembre 2010, l'IS a approuvé un document de ce Comité sur « L'Etat providence mondial ». L'Etat providence est une stratégie sociopolitique pour toutes les régions du monde, en particulier pour les moins développées.

Alors que 2012 commence, le temps est mûr d'élever l'Etat providence à ce qui sera peut-être la stratégie sociopolitique décisive pour les Etats arabes en tant que réponse social-démocratique aux désirs et espoirs qui ont surgis avec les soulèvements là-bas depuis 2011.

L'idée de l'Etat providence mondial inclut également des façons humaines et sociales de traiter la mobilité croissante du capital et des êtres humains. Des millions de gens à travers le monde sont des migrants. Ils ont les mêmes droits de l'homme que les autres. Ceci s'applique particulièrement à une question très actuelle: les relations entre les Etats arabes et européens. La migration des Etats arabes vers l'Europe peut avoir un bénéfice mutuel pour les deux régions si elle est façonnée de manière à ce qu'elle soit compatible avec les principes de dignité humaine et de l'Etat providence. C'est le seul moyen de surmonter des problèmes provenant de raisonnements racistes.

1. La situation socioéconomique dans les Etats arabes – les soulèvements dans les Etats arabes

L'IS voit avec préoccupation les causes plus profondes des soulèvements dans les Etats arabes. Ces soulèvements ont de nombreuses causes communes. Des obstacles structurels à la croissance équitable et à la justice sociale ont exacerbé la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion, eux-mêmes des résultats d'un déficit de long-terme de gouvernance démocratique, de libertés essentielles et de dialogue social.

L'IS s'aligne sur l'analyse de base de ces causes soumise par l'Office international de travail (OIT), dirigé le social-démocrate chilien Juan Somavía.

Au centre de cette crise se trouve le chômage. La croissance économique récente n'a soit pas créée suffisamment d'emplois pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, ou a seulement créé des emplois de qualité médiocre, dont certains ont été occupés par des travailleurs migrants.

Les défis du marché de travail sont structurels plutôt que cycliques, et en particulier le défi de l'emploi de la jeunesse persiste: il n'y a pas d'approche globale pour intégrer les jeunes femmes et hommes dans le marché du travail et ses efforts normalement ne sont pas liés à un cadre économique de l'Etat concentré sur les emplois, et il n'y a qu'une coordination et cohérence limitée entre les gouvernements des Etats arabes et des agences internationales.

La justice sociale et un travail décent sont importants parmi les revendications des soulèvements actuels. L'emploi doit être placé au cœur des politiques et stratégies socioéconomiques. Les mesures relevant les défis immédiats doivent aborder les problèmes structurels qui ont besoin de réponses sur moyen et long terme et devront comprendre le soutien en aval et en termes de politiques pour réexaminer les aspects structurels du chômage, de la faible productivité et de l'accès limité aux opportunités de travail décent et de la protection sociale ainsi que le respect des droits du travail.

Dans tous les Etats arabes il y a des disparités locales et régionales majeures dans les degrés de pauvreté. Le progrès fait au niveau national par certains Etats masque des disparités sévères au niveau local ou régional. Un manque d'infrastructures, l'accès limité aux services et à l'éducation ainsi que l'accès inégal aux technologies de l'information sont quelque unes des causes d'une telle inégalité. Des Etats désavantagés se retrouvent dans un cercle vicieux où leurs situations empêchent une croissance de la productivité et des rendements ne laissant pas de place pour une augmentation des revenus et aggravant ainsi leur faiblesse. De manière plus générale, les Etats arabes font également face à des problèmes tels que le commerce, la migration et des changements dans le climat.

Les Etats arabes affichent également des ratios emploi-population faibles et des niveaux de chômage élevés, surtout parmi les jeunes et les femmes à travers tous les niveaux d'éducation. Les ratios emploi-population pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient étaient de 46,6 et 45,5 pour cent respectivement en 2010, comparé à une moyenne mondiale de 61,1 pour cent. Cela veut dire que sur 100 personnes qui pourraient travailler, même pas la moitié d'entre elles le font. Les niveaux de chômage étaient de 9,8% en Afrique du Nord et de 10,1% au Moyen-Orient en 2010, avec des chiffres élevés surtout pour les femmes, 15,0 et 17,0 pour cent en Afrique du Nord et Moyen-Orient respectivement, comparé à une moyenne mondiale de 6,5 pour cent.

Le chômage parmi les jeunes arabes est la plus élevée dans le monde, 23,6 pour cent en Afrique du Nord et 25,1 pour cent au Moyen-Orient, comparé à une moyenne mondiale de 12,6 pour cent. Le risque de se retrouver au chômage est quatre fois plus élevé pour les jeunes que pour les adultes.

Des niveaux significatifs de sous-emploi et de pauvreté persistent. L'absence d'opportunités d'emplois dans le secteur formel et le sous-emploi souvent poussent des individus dans l'économie informelle qui est très large. Le manque d'emplois de haute qualité veut dire que plus de quatre personnes sur dix ont un emploi à risque, travaillant soit pour leur propre compte ou en tant que travailleurs non rémunérés contribuant à la famille, et le nombre de femmes concernées est nettement plus élevé. Les Etats arabes étaient les seuls dans ces dernières dix années à voir une augmentation de l'emploi agricole des femmes, surtout en tant que travailleuses précaires. Dans plusieurs Etats quelque 70% et 60% de jeunes hommes et femmes respectivement ne sont pas couverts par un contrat de travail.

Dans de nombreux pays arabes le chômage parmi les 25-35 ans est le résultat de taux de naissance élevés il y a vingt ans et sera surmonté après 2020. Dû à une éducation et un système de formation insuffisants de nombreux gens ont été formés d'une certaine manière pour laquelle il n'y a pas de demande sur le marché.

Les services d'emploi publics ont un manque de personnel chronique et n'ont pas les moyens ou l'expertise pour fournir de bons services. L'absence d'un cadre règlementé pour les agences d'emploi privées est également un problème.

Il y a un manque d'un environnement propice à la croissance de micros, petites et moyennes entreprises ce qui est le résultat d'une faible culture d'entrepreneuriat et de connaissances insuffisantes sur comment mettre en place et gérer une entreprise et d'un environnement qui n'encourage pas le démarrage d'entreprises.

L'augmentation des niveaux de productivité a été minimale ces dernières années puisque la plupart des emplois créés étaient des emplois à faible productivité dans le secteur informel et les augmentations dans la productivité sont habituellement à forte intensité de capital, malgré les réalisations faites dans l'éducation.

Il y a de grandes différences dans la qualité de l'éducation. Les écoles, universités et les établissements d'enseignement et de formation professionnels forment des diplômés qui n'ont pas les compétences requises sur le marché du travail. Le pourcentage des jeunes gens, 60%, qui ne sont pas en formation et qui n'ont pas de travail est plus élevé dans les Etats arabes que dans toute autre région moins développée.

Les Etats arabes ont mis en place un système de retraite et d'institutions liées dans ces dernières décennies, mais peu ont développé une politique de sécurité sociale nationale cohérente comprenant la sécurité sociale et de transferts non-contributifs et services.

Un socle de protection de base manque.

De nombreux migrants dans les Etats arabes finissent par avoir des emplois de faible qualité, pas de protection sociale et pas de respect de leurs droits. Ceci est le résultat de politiques migratoires inadéquates et des systèmes de gestion de migrations insuffisants ou défectueux.

Les faiblesses dans le dialogue social sont une manifestation de faiblesses plus larges dans la gouvernance, le respect de l'Etat de droit et le développement d'un espace et d'un rôle pour la société civile. Les acteurs clés sont pour la plupart incapables de jouer des rôles efficaces dans les institutions de dialogue social ou les processus. L'organisation des employés et des travailleurs reste faible et le rôle de l'Etat dans la promotion et la participation dans le dialogue ne reste que peu compris. Des institutions nationales opérationnelles sont rares.

Il ya des problèmes avec les standards de travail dans tous les Etats arabes, bien que la plupart aient ratifiés les Conventions les plus importantes de l'OIT.

2. Réponses à la crise socioéconomique

L'IS est consciente des défis auxquels les Etats arabes doivent faire face. Le 29 octobre son Comité spécial sur le monde arabe a fait appel à des opportunités égales pour tous en ce qui concerne les droits sociaux et économiques y compris les emplois décents, les systèmes de santé, l'éducation et des services publics efficaces. Ceci est conforme avec les réponses de l'OIT. Celles-ci sont guidées par la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable de l'OIT en 2008.

La réponse de l'OIT se concentre sur la promotion des opportunités d'emploi à travers l'utilisation rehaussée des ressources locales, d'un investissement à forte intensité d'emplois ainsi que des emplois liés à la protection de l'environnement, augmentant la capacité des Etats arabes de réduire la vulnérabilité et de bâtir sur les stratégies existantes de réseaux des protection sociale et d'emploi pour assurer la mise en œuvre du concept du socle de protection sociale.

La réponse de l'OIT contient le renforcement et l'élargissement du dialogue social, afin d'assurer un processus démocratique de transformation dans les Etats arabes ainsi que le renforcement de l'Etat de droit.

La déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et le concept de socles de protection sociale sont de contributions à une politique d'un Etat providence mondial tel que postulé par l'IS.

3. L'Etat providence pour les Etats arabes

L'Etat providence mondial est un produit des perspectives pour un développement mondial durable tel qu'élaboré par la Commission Nord-Sud de l'ONU sous la présidence de Willy Brandt et de la Commission pour le développement durable de l'ONU sous la présidence de Gro Harlem Brundtland.

Cette stratégie d'Etat providence avec la sécurité humanitaire et la démocratie peut à présent être mieux réalisée dans les Etats arabes depuis la chute de régimes irresponsables là-bas. Les fondements d'une telle politique pour les Etats arabes ont fait l'objet de discussions par le PNUD dans les rapports sur le développement humain dans le monde arabe depuis 2002. Les contributions principales à tous ces rapports provenaient d'universitaires arabes. 2002 Créer des opportunités pour les générations futures, 2003 Construire une société du savoir, 2004 Vers la liberté dans le monde arabe, 2005 Vers La Liberté de la Femme dans le Monde Arabe, 2009 Les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes et le Arab Knowledge report 2009 offrent une abondance de stratégies pour des politiques démocratiques durables dans chaque Etat arabe.

La rédaction de nouvelles constitutions dans les Etats arabes offre une opportunité pour ancrer les principes de l'Etat providence dans ces constitutions.

Ces principes sont: un travail sûr pour tout le monde, la redistribution et les biens publics. Ils forment la base d'un ordre sans exclusion sociale. De la même manière:

- le travail pour tous nécessite un cadre juridique qui peut être mis en œuvre de manière durable et efficace;
- la redistribution doit être faite de manière équitable;
- les biens publics doivent être accessibles pour tous.

4. Le droit légitime à la sécurité sociale

La stratégie social-démocratique de l'Etat providence mondial postule que chaque être humain a un droit légitime à la sécurité sociale garanti par l'Etat. Les sociaux-démocrates ont aidé à définir cette stratégie en termes spécifiques pour les Etats arabes et de les mettre en pratique. L'IS est tout à fait consciente des différences dans les relations sociales dans les Etats arabes comparées à l'Europe ou l'Amérique du Nord. Ces différences sont pour la plupart causées par des structures économiques traditionnelles, surtout dans le secteur culturel et par le manque d'une sécurité sociale efficace garantie par l'Etat. Le rôle de familles et la responsabilité sociale de convictions religieuses et de groupes religieux ne peuvent pas substituer des politiques sociales. Ceci inclut également des conditions socioculturelles différentes, que les sociaux-démocrates reconnaissent et prennent en compte dans leur stratégie de responsabilité sociopolitique. Les sociaux-démocrates dans les Etats arabes travaillent avec tous les partis et mouvements politiques qui cherchent à améliorer les conditions de vie et la sécurité des êtres humains.

5. Les fondements normatifs de l'Etat providence mondial

Les fondements normatifs de la stratégie de l'Etat providence mondial ont été posés à la fin de la seconde guerre mondiale et lors de la création des Nations unies. Ces fondements comprennent la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les Etats arabes ont également signé ces accords internationaux. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels fait partie du droit international contraignant, ratifié au nom de la

large majorité des êtres humains dans le monde, y compris environ 350 millions de gens dans les Etats arabes.

La sécurité sociale est devenue un droit de l'homme obligatoire en vertu de ces pactes. Particulièrement important sont ici les articles 6 et 9 du pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le droit au travail est exposé à l'article 6 et dans aucune autre région au monde cela est violé autant que dans de nombreux Etats arabes. L'article 9 reconnaît le droit de chaque individu à la sécurité sociale. Ceci ne peut pas être atteint dans la plupart des Etats arabes sans emplois plus nombreux.

Le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels tient compte du fait que pas tous les Etats sont en mesure d'établir et de préserver l'ordre social nécessaire. Ceci nécessite une solidarité internationale, voire mondiale. L'article 2 (1) stipule que «Chacun des Etats parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives. »

Les Etats plus développés, surtout les Etats européens avoisinants, ont à présent une obligation envers la plupart des Etats arabes de parvenir à l'article 2(1) avec l'aide internationale. Ceci est de même pour les relations entre les Etats arabes.

Seul une démocratie libérale et sociale mettra en œuvre tous les droits humains. En ce qui concerne ces voisins au sud, la politique européenne se concentre surtout les droits libéraux et pas de manière efficace sur les droits sociaux.

6. Différents niveaux de développement économique dans les Etats arabes

Les Etats arabes plus riches, surtout les Etats du Golfe, doivent soutenir les Etats moins développés en solidarité avec leur adhésion à la Ligue arabe. Les droits de l'homme doivent être indivisibles et tous les Etats dans la région arabe sont obligés de mettre en œuvre tous les droits de l'homme. D'un côté la liberté d'expression et de religion et de l'autre vivre à l'abri du besoin. Les régimes autoritaires violent les deux.

Les niveaux de développement économiques varient fortement entre les Etats arabes. Sur les 22 Etats membres de la Ligue arabe, trois – les Emirats arabes unis, Qatar et Bahreïn – sont parmi le groupe des 47 Etats dans l'indice de développement humain du PNUD avec des niveaux de développement humain très élevé. Le Qatar est l'Etat avec le plus grand revenu national brut (RNB) par habitant avec une parité de pouvoir d'achat constante comparée à 2005 avec \$ 107.727. Sept Etats, l'Arabie saoudite, le Koweït, la Libye, le Liban, Oman et la Tunisie, ont des niveaux de développement humain élevés, sept des niveaux moyens de développement humain, la Jordanie, l'Algérie, l'Egypte, la Palestine, la Syrie, la Maroc et l'Iraq, et cinq ont des faibles niveaux de développement humain, le Yémen, la Mauritanie, les Comores, Djibouti et le Soudan. La Somalie ne peut pas être mesurée. Le RNB par habitant au Yémen, pour comparaison est de \$ 2.213, en Mauritanie de \$ 1.859, aux Comores de \$ 1.079, au Djibouti de \$ 2.335 et au Soudan de \$ 1.894. Mais la Tunisie, la Jordanie, l'Algérie, l'Egypte, la Palestine, la Syrie, le Maroc et l'Iraq ont également un RNB par habitant de moins de \$ 8.000, la moyenne dans les Etats arabes étant de \$ 8.554. La moyenne mondiale est de \$ 10.082, avec \$ 43.017 aux Etats-Unis, \$ 32.295 au Japon, \$ 34.854 en Allemagne, \$33.296 en Grande-Bretagne, \$30.462 en France, \$ 26.508 en Espagne et \$ 26.484 en Italie.

7. Soutien international

Le partenariat de Deauville lancé lors du sommet du G8 en mai 2011 et la Déclaration conjointe des institutions financières internationales lancée à Marseille le 10 septembre 2011 sont les pas

nécessaires pour mettre en œuvre l'article 2(1) du pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Les institutions financières internationales ont répondu aux changements historiques qui sont survenus dans les Etats du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Celles-ci fournissent un cadre de partenariat à ces Etats: d'abord l'Egypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie, puis la Lybie, basé sur:

- un processus politique pour soutenir la transition démocratique,
- un cadre économique pour un gouvernement transparent et responsable ainsi qu'une croissance durable et inclusive.

Le cadre économique du partenariat de Deauville soutiendra le programme économique de chaque Etat dans les domaines suivants: 1) gouvernance, transparence et responsabilité des activités économiques, 2) inclusion sociale et économique, 3) modernisation économique et création d'emplois, 4) une croissance menée par le secteur privé, et 5) intégration régionale et mondiale. De même l'IS considère l'inclusion sociale et économique comme étant d'une importance particulière.

des risques et les conditions financières mondiales compliquent l'accès au financement externe. Des politiques nationales appropriées et le soutien international seront ainsi essentiels pour instaurer un climat de confiance et permettre à ces Etats de faire face à ces défis. Le soutien international devrait inclure non seulement l'aide au développement mais également faciliter l'accès aux marchés des Etats développés pour des produits et travailleurs du MENA ce qui sera crucial pour éviter une dépendance de l'aide et pour renforcer le capital humain et rehausser le rôle du secteur privé. Dans un tel environnement la durabilité et l'impact du soutien de l'IFI sera maximisé.

Le partenariat de Deauville repose sur la coopération des institutions mondiales et arabes. Parmi les mesures concrètes sont les suivantes: la Banque mondiale, Banque islamique de développement (BID), la Société financière internationale (SFI) et d'autres partenaires établissent l'Instrument de financement des infrastructures des États arabes. Le Programme destiné à développer les infrastructures et à faciliter le commerce transfrontalier impliquant la banque mondiale, la BID, le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social, la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'Investissement, l'Agence Française du Développement (AFD), et le Programme de financement arabe font tous du progrès. Le Fonds OPEP pour le Développement International a également fait part de son intérêt dans ces initiatives.

Le Fonds Monétaire International (FMI) a aidé ces Etats à évaluer l'impact macroéconomique des récents développements et comment préserver au mieux la stabilité économique et financière et promouvoir la croissance inclusive. Avançant, il reste disponible pour répondre aux demandes de soutien financier pour faciliter les besoins de financement externe de transition et pour rehausser son aide technique pour la région.

Le Fonds Monétaire Arabe est également prêt à fournir un financement aux Etats de la région pour les aider à parvenir à équilibrer les besoins de leurs patients.

La Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) a fait des progrès significatifs dans les démarches institutionnelles nécessaires pour lui permettre de commencer les opérations dans la région Est et Sud de la Méditerranée. Le 27 juillet 2011, le Conseil d'administration de la BERD ont fait une recommandation formelle au Conseil des Gouverneurs que l'étendue géographique de ses opérations soit élargie.

L'aide promise dans ces accords est prévue d'être de 38 milliards de dollars pour l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie d'ici 2013.

8. L'Etat providence peut exister dans toutes les régions du monde

Il est vrai qu'il a été possible d'établir l'Etat providence en Europe grâce à son niveau de développement élevé. Or, il est faux de simplement voir cette réussite comme un résultat d'une force économique compétitive et d'argumenter qu'en conséquence l'Etat providence est seulement possible dans les Etats plus développés. Dans un monde qui cherche à atténuer les différences dans les niveaux de développement, les principes politiques de l'Etat providence peuvent être introduits et mis en œuvre dans tous les Etats et régions du monde. Il y a de nombreux exemples dans de nombreux Etats du monde – le Japon et la Corée le pratiquent depuis de nombreuses décennies par exemple. Dans les Etats arabes moins développés cela est également devenu possible suite à la chute des régimes exploités. Néanmoins, il y a seulement peu d'exemples de succès sur cette route dans les Etats arabes jusqu'à présent.

De l'autre côté il est devenu de plus en plus évident pendant ces vingt dernières années que les processus techniques et sociaux qui ont joué un rôle clé pour le développement en Europe de l'ouest et en Amérique du Nord depuis la fin du dix-neuvième siècle sont devenus mondiaux dans le vingtième siècle. Ces processus façonnent et limitent le développement, des mouvements politiques et les perspectives dans les Etats arabes. La production industrielle est également possible ici et le niveau de développement est en constante hausse.

Le nombre d'enfants par femme a baissé dans certains Etats arabes et avec cette tendance la famille traditionnelle et son rôle de fournir une sécurité sociale diminue en importance. En Tunisie il y a seulement 1,9 enfants par femme, tandis qu'en Algérie le taux est de 2,1, au Maroc de 2,2, en Egypte de 2,6, en Syrie de 2,8, en Jordanie 2,9, tandis qu'en Palestine il est de 4,3 et en Iraq de 4,5. Les conflits violents, semble-t-il, sont un obstacle au développement durable.

L'espérance de vie augmente en général et ainsi le besoin de régimes publics de retraite et de soins médicaux. L'espérance de vie en Tunisie est de 44,5 ans. Parmi les Etats avec des niveaux moyens de développement humain les chiffres sont de 73,4 ans pour la Jordanie, 73,1 ans en Algérie, 73,2 en Egypte, 72,8 en Palestine, 75,9 ans en Syrie, 72,2 ans au Maroc et 69,0 ans en Iraq. Le chiffre pour les Etats-Unis de 78,5 ans n'a pas encore dépassé la marque des 80 ans.

Ces tendances font de la stratégie de l'Etat providence un défi mondial, y compris au sein et pour les Etats arabes. L'Etat providence est en même temps non seulement un défi mais offre aussi des opportunités énormes et des bénéfices. Une plus grande sécurité sociale stimule la productivité, réduit la pauvreté plus rapidement et ainsi la disparité économique et l'instabilité politique.

Au moment, la grande majorité des gens dans les Etats arabes manquent d'un niveau de protection sociale qui leur permettrait d'atteindre leur droit humain à la sécurité sociale. Sous les conventions et accords des droits de l'homme il y a le besoin et l'obligation d'offrir à ces gens un niveau minimum de protection sociale et ainsi d'une vie digne alors que de nombreux gens luttent pour leur simple survie.

Au niveau des politiques mondiales, l'Initiative pour un socle de protection sociale de l'Organisation Internationale du travail (OIT) cherche à atteindre cet objectif. Le socle de protection sociale souligne le besoin d'une politique de l'emploi et de sécurité sociale globale, uniforme et coordonnée qui garantit les bénéfices sociaux et les transferts sociaux dans tous les stades de la vie. Elle cherche à promouvoir l'accès aux transferts et bénéfices sociaux dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'hygiène, de l'éducation, de la nutrition, l'hébergement, la qualité de vie et l'épargne. De même, elle porte une attention particulière aux groupes nécessitant la protection.

9. Les stratégies socioéconomiques dans les Etats arabes basées sur les valeurs social-démocratiques values

9.1 Le savoir et être conscient des valeurs de base de l'Etat providence socialement responsable sont le premier pas dans la direction de concepts et des stratégies politiques qui ont un impact positif sur le développement dans les Etats arabes. Le défi le plus important est de clairement communiquer l'interdépendance entre le lancement d'une protection sociale fonctionnant correctement, l'intégration sociale, l'égalité des chances et une politique fiscale socialement juste.

9.2 Les Etats sociaux sont basés sur les valeurs de justice sociale, solidarité et plein emploi. Ces valeurs ne contredisent ou n'opposent pas une croissance économique dynamique ou un développement durable. Les Etats sociaux existent dans une économie du marché démocratique avec la propriété privée.

9.3 Dans l'Etat social il y a sept passerelles sociales pour les gens afin d'être socialement intégré pendant le cours de leur vie: l'éducation pour tous les jeunes, la formation professionnelle, l'intégration dans le marché de travail après la fin des études, la formation tout au long de la vie, la sécurité sanitaire, la réintégration dans la vie active en cas de chômage, et un système de retraite sécurisé pour les personnes âgées. Le plus important pour les Etats arabes au moment est l'intégration des jeunes dans les sociétés. Cela dépendra grandement de l'amélioration de l'Etat social. Les passerelles sociales peuvent aider à créer une société flexible, dynamique.

L'égalité des genres, y compris le salaire égal, est un élément crucial de la justice sociale et des droits de l'homme et ainsi une composante indispensable de l'Etat social. Un aspect important de cela est une politique qui permet aux femmes et aux hommes plus facilement de combiner le travail, avoir des enfants et la vie privée à travers un bon service public du soin des enfants et un congé parental du travail pour les mères et pères. Un tel système social aide à garantir l'égalité des genres et ainsi à atteindre un niveau d'emploi élevé. L'égalité des genres renforce l'estime de soi des femmes.

9.4 Le travail informel et la sécurité sociale informelle sont en contradiction avec la stratégie de l'Etat providence dans la plupart des Etats arabes. De nombreuses relations employées-employeurs sont basées sur le travail informel. L'emploi informel existe sous différentes formes mais elles partagent toutes une particularité: elles ne sont pas reconnues officiellement ce qui veut dire que la loi n'accorde pas la sécurité sociale aux employés. Ce problème touche avant tout les couches les plus faibles de la société: les jeunes, enfants et migrants. Les transferts sociaux sont parfois difficiles à instaurer à cause de l'importante partie de l'emploi qui se trouve dans l'économie informelle. Il y a différentes solutions pour surmonter le travail informel.

Il y a l'aspect juridique en ce qui concerne la loi du travail et les droits de l'homme: des réglementations sont des mesures décisives sur le long terme avec lesquelles la situation des employés informels peut être améliorée. Une loi du travail établie peut aider les employés informels à s'organiser et finalement lutter pour leur droit à la sécurité sociale. Ce qui est important toutefois est la mise en œuvre, où la société civile et surtout les syndicats entrent en action puisqu'ils peuvent offrir un substitut pour le soutien de l'Etat.

9.5 Un niveau d'emploi plus élevé nécessite plus d'emplois dans le secteur privé, surtout dans les petites et moyennes entreprises. Le secteur public ne peut pas offrir les emplois supplémentaires nécessaires. Les travailleurs dans le secteur privé ont besoin d'un marché de travail avec un fort mouvement syndicaliste indépendant et de solides conventions collectives.

Des réflexions supplémentaires sur le salaire minimum sont utiles. Le salaire minimum dans les Etats arabes ne devrait pas être en dessous de 250 USD par mois. Le salaire minimum devrait augmenter en parallèle avec le PIB par habitant et l'augmentation devrait être compatible avec le développement dans la productivité.

Le renforcement du pouvoir d'achat par la subvention des prix reste inévitable. A long-terme cela devrait être remplacé par une politique plus durable.

9.6 Les soins de santé pour chacun devraient être basés sur un système d'assurance maladie, financé par les employeurs, employés, et l'Etat. L'Etat devrait payer la contribution des chômeurs. L'assurance maladie devrait financer le coût complet des soins médicaux. L'intégration au système d'assurance maladie devrait être obligatoire.

Le système des retraites devrait être financé en partie par les employeurs étatiques ou privés et en partie par les employés. Afin d'instaurer la confiance dans ces systèmes de protection sociale leur administration efficace, transparente et honnête est une condition sine qua none.

9.7 La création de petites et moyennes entreprises devrait être soutenue par des réductions fiscales.

9.8 Les investisseurs dans des entreprises privées fournissant des biens et services, surtout dans le tourisme devraient accepter des conditions similaires à celles qu'ils acceptent à la maison. La demande des Etats arabes de libéraliser l'accès aux marchés de l'UE pour les produits agricoles et les services est acceptable. Ceci serait également bénéfique pour les Européens puisque la protection sociale augmentera dans les Etats arabes.

9.9 Un secteur public plus stable et efficace est important et il doit être responsable pour la santé, l'éducation et la formation, se concentrant sur les besoins d'infrastructure générale et accessibles à tous.

9.10 L'Etat social a besoin de finances publiques stables qui fourniront les fondements pour une économie fonctionnant correctement avec un faible taux d'inflation et des taux de croissance élevés dans les revenus réels. Il y a la tâche de rendre les économies macro ouvertes moins susceptibles aux crises.

Le niveau de taxation général est plus élevé dans des Etats plus développés avec une intégration sociale réussie que dans les moins développés où il y a un manque de sécurité sociale. Les Etats arabes doivent essayer d'atteindre une distribution plus équitable du revenu. Un niveau de taxation plus viable et juste et un système de taxation plus efficace sont les meilleurs moyens pour éviter les déficits budgétaires.

Il est nécessaire de convaincre les citoyens qu'une sécurité sociale financée publiquement est un bénéfice pour tous. Bien que les lois fiscales et la collecte des impôts pose un réel problème compréhensible, une collecte plus efficace est indispensable. Une distribution plus équitable veut dire des impôts plus élevés sur les salaires élevés qui ne sont pas réinvestis dans des projets, ce qui contribue à la croissance économique.

9.11 Les Etats arabes devraient réguler leurs systèmes bancaires de manière à ce que les investissements à hauts risques sur les marchés financiers mondiaux soient évités et que les banques restent capables de financer l'économie réelle dans leur pays.
